

ÉCRIT PAR JANA KRAUSE

## Femmes, paix et sécurité : Prévention et résolution des conflits communautaires



L'expansion massive de l'agriculture au Nigeria a réduit l'accès aux pâturages pour les éleveurs nomades et alimenté une violence persistante. Photo: Luis TATO / AFP.

### SÉRIE DE MÉMOIRES EN ANNEXE : NOUVELLES PERSPECTIVES SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ (WPS) POUR LA PROCHAINE DÉCENNIE

Le 31 octobre 2000, le Conseil de sécurité de l'ONU adoptait la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. Plusieurs autres résolutions ont suivi, qui constituent ensemble le cadre normatif de l'agenda femmes, paix et sécurité (WPS). Cette série de mémoires a été initialisée à l'occasion du 20ème anniversaire de la résolution 1325 et favorise la mise en œuvre du WPS au moyen de politiques et de pratiques fondées sur des données probantes. C'est le résultat d'une collaboration entre l'Académie Folke Bernadotte (FBA), en Suède, Le Peace Research Institute Oslo, en Norvège (PRIO) et ONU Femmes.

Le comité de rédaction était composé de Mimmi Söderberg Kovacs et Sophia Wrede de la FBA, Louise Olsson du PRIO et Katarina Salmela et Pablo Castillo Díaz d'ONU Femmes. Les opinions exprimées dans cette série de mémoires sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique ou la position officielle des partenaires qui y ont contribué.

### ■ INTRODUCTION

Au cours des dernières années, les violences communautaires ont attiré l'attention de la recherche aussi bien que des politiques. Les évolutions mondiales telles que le changement climatique et ses effets aggravants sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs au Nigeria, les violences électorales en Inde et au Kenya, ou les tentatives des soldats du maintien de la paix de l'ONU pour protéger les civils contre les attaques des milices communautaires au Mali et au Soudan du Sud, ont attiré notre attention sur cette violence et nous racontent la mort et la destruction que de tels conflits peuvent causer et la nécessité de mieux y faire face.

Les conflits communautaires sont des conflits violents qui n'incluent pas l'État comme l'une des parties essentielles. En tant que tels, on suppose souvent que ces conflits sont sporadiques et nettement moins meurtriers que les guerres civiles. Pourtant, dans des pays comme l'Inde, le Nigeria, le Mali, l'Indonésie ou le Soudan du Sud, des conflits communautaires ont fait des milliers de morts, parfois en quelques jours ou quelques semaines. Ces conflits sont souvent marqués par des atrocités et un nettoyage ethnique. Même si le meurtre s'apaise après seulement quelques jours, ils ont tendance à laisser derrière eux de lourds héritages de traumatismes, de déplacements, de perte

de structures et de revenus commerciaux et d'affaiblissement de la confiance sociale. Tous ces facteurs peuvent avoir un impact négatif sur les processus politiques et la stabilité au niveau national, et ils méritent une attention accrue dans le débat mondial sur la paix et la sécurité.

Les universitaires analysent de plus en plus les causes, les modèles et les conséquences d'une grande variété de violences au-delà des guerres civiles à grande échelle, telles que le vigilantisme<sup>1</sup>, les violences sexuelles<sup>2</sup> et les violences électorales<sup>3</sup>. Cet élargissement du domaine de recherche permet aux chercheurs d'étudier les liens entre les différentes formes de violences politiques. Il ouvre également la voie à un engagement plus significatif dans la recherche féministe sur les expériences de genre de lutte contre l'insécurité, et à la victimisation. Les spécialistes féministes ont longtemps affirmé que pour de nombreuses femmes, les expériences de violence physique et structurelle ne se terminent pas un accord de paix après la guerre civile<sup>4</sup>. La focalisation sur les violences communautaire démontre que ces expériences ne commencent pas non plus avec des guerres civiles. Les violences communautaires sont principalement exercées par des acteurs armés tels que des gangs, des justiciers et des milices. Ces acteurs font la police, protègent et terrorisent souvent les communautés en dehors des périodes de conflit communautaire. Ils intègrent ainsi les violences dans le tissu social quotidien des communautés à prédominance pauvre négligées par l'État et privées de services gouvernementaux. Un marqueur important de ce tissu social est les relations de genre.

Les résultats présentés dans ce mémoire sont basés sur nos recherches sur les violences communautaires, le genre et l'instauration de la paix en Indonésie, au Nigéria, au Kenya et au Soudan du Sud<sup>5</sup>. Nous examinerons comment les conflits communautaires sont liés à la protection des femmes et des hommes contre les violences (sexuelles), les relations entre les femmes et les hommes et le risque de conflit, ainsi que la participation des femmes à l'instauration de la paix locale et d'une paix durable. Un programme significatif de prévention et de consolidation de la paix doit intégrer une analyse systématique des violences communautaires et de leurs dimensions de genre. Si l'on ne lutte pas contre ces conflits et contre leurs racines dans les relations sociétales polarisées, l'inégalité entre les femmes et les hommes et la

discrimination de groupe, l'insécurité et le risque latent de conflit armé perdureront dans de nombreux États en proie à des conflits. Nous commencerons par nous demander de quelle manière nous pouvons mieux comprendre les conflits communautaires. Nous nous concentrerons plus en détail, ensuite, sur les dimensions relatives au genre des violences communautaires et sur la participation des femmes aux négociations de paix au niveau local. Dans nos conclusions, nous récapitulerons les implications pour la mise en œuvre de l'agenda WPS.

## **LES CONFLITS COMMUNAUTAIRES EN TANT QUE SUJETS NÉGLIGÉS DANS LES QUESTIONS DE PAIX ET DE SÉCURITÉ**

L'étude des violences communautaires est devenue un domaine de recherche dynamique, mais ses résultats demeurent souvent isolés de la recherche plus large sur les conflits et l'instauration de la paix. Cela s'explique en partie par les différentes terminologies utilisées par les communautés de chercheurs. Dans certains domaines, les conflits communautaires sont appelés « conflits ethniques », « violences religieuses », « violences entre agriculteurs et éleveurs » ou « affrontements tribaux ». De tels termes peuvent décrire un aspect important de ces conflits, mais aussi dissimuler leur complexité. Dans la recherche sur les violences électorales, les violences communautaires sont communément appelées « émeutes », mais le terme est problématique parce qu'il suggère de petits affrontements spontanés liés à des manifestations, même si de nombreuses violences liées aux élections sont organisées, préméditées et ont pour origine des tensions communautaires de longue date. Dans la littérature sur le maintien de la paix et l'instauration de la paix, les conflits communautaires ont tendance à être appelés « conflits locaux », en dépit du fait qu'ils sont liés à la politique d'élite au niveau national et aux structures institutionnelles de l'État. Par exemple, « la plupart des conflits communautaires prolongés dans l'est du Congo et ailleurs dans le pays ont été provoqués, instrumentalisés ou soutenus par des acteurs politiques régionaux, nationaux ou provinciaux<sup>6</sup> ».

Les conflits communautaires sont des conflits armés non étatiques entre deux ou plusieurs groupes sociaux. Ils présentent des variations significatives de type et d'échelle. Certains causent des nombres de morts à deux chiffres, tandis que d'autres atteignent facilement le niveau d'une petite guerre civile. Si un conflit communautaire tue plus de 1.000 personnes par an, nous le définissons comme une guerre communautaire<sup>7</sup>. Pour une analyse approfondie et des stratégies d'intervention adaptées, il est important de différencier les différents types de conflits communautaires. Il y a une forte différence de dynamique de violence et de prévention entre le cas où des voyous peuvent tuer un certain nombre de personnes et qu'une intervention policière professionnelle peut mettre fin aux combats, et le cas des guerres communautaires menées par des milices bien armées, difficiles à contenir et à désarmer par les forces de sécurité ou les soldats de la paix de l'ONU.

Dans le but de mieux comprendre et aborder la grande variété des conflits communautaires, nous distinguerons ces conflits selon quatre critères clés : type, géographie, acteurs armés et contexte national. Le type de conflit peut varier de conflits communautaires unilatéraux ou pogroms, dans lesquels une majorité attaque une minorité, à des conflits dyadiques menés entre deux groupes d'une force égale, comme deux milices. Géographiquement, ces conflits peuvent être de nature soit essentiellement urbaine, soit rurale. Un déploiement massif de policiers mobiles et de militaires dans les zones urbaines peut souvent maîtriser les violences communautaires. Mais, dans les zones rurales comme celles du Nigeria et du Soudan

du Sud où se déroule une grande part des combats liés au bétail, les forces de sécurité sont inévitablement dispersées et peuvent difficilement protéger les civils. Il est important de tenir compte de la géographie de ce type de violences, car les dynamiques des conflits urbains et ruraux sont souvent interconnectées et peuvent s'intensifier mutuellement. Les conflits communautaires présentent également des variations significatives en ce qui concerne la qualité des acteurs armés, depuis les voisins qui sortent des couteaux de cuisine pour s'attaquer les uns aux autres, aux gangs urbains qui commettent les violences liées aux élections, aux milices bien armées et dotées d'une formation militaire avancée. Le contexte national façonne également les conflits et le risque d'escalade. Les violences communautaires à grande échelle sont plus probables dans les pays en cours de changement de régime, comme l'Indonésie à la fin des années 1990, lors d'élections nationales ou locales contestées, comme cela a été observé de manière répétée en Inde ou au Kenya ou dans un contexte de guerre civile en cours et d'insurrections régionales, comme au Mali. Les violences communautaires peuvent également amplifier le risque de guerre civile et saper l'instauration de la paix d'après-guerre. Par exemple, au Soudan du Sud, les guerres communautaires dans le pays ont précédé la guerre civile (2013-2018) et ont à nouveau augmenté de façon spectaculaire à partir de 2019, lorsque l'accord de paix revitalisé a mis fin aux hostilités de la guerre civile.

Figure 1. Modèles de violence dans les conflits intercommunautaires

Dimension	Spectre	
Type	Pogromes (unilatéraux)	Heurts intercommunautaires (dyadiques)
	Attaques ; Massacres	Batailles, Attaques (conjointes) ; Massacres
Géographie	Urbains – Péri-urbains – Ruraux	
Acteurs armés	Voisins – Militants – Gangsters – Gangs – Milices communautaires – Forces de sécurité	
Contexte national	Par exemple : Changement de régime – Guerre civile – Démocratisation – Élections	
Répertoires de Violences (non Mortelles)	Homicide ; Violences sexuelles ; Déportation ; Torture Enlèvements ; Esclavage (sexuel), etc.	

Source : Jana Krause, 2018 : *Communautés résilientes : Non-violence et organismes civils dans les guerres civiles*. Cambridge University Press.

Il est important de reconnaître que les conflits communautaires, tout comme les guerres civiles, sont de nature fondamentalement politique. Cela signifie qu'ils doivent être abordés par l'élaboration de politiques et par le changement politique. Même si les conflits communautaires sont définis comme des conflits non étatiques, l'État, ses institutions et l'exécution de la gouvernance façonnent leurs causes profondes et le risque d'escalade. Ces causes comprennent la concurrence au niveau local entre les élites politiques, l'accès aux ressources et aux droits fonciers, ainsi que la discrimination et la marginalisation de groupes sociaux. En dehors de ces facteurs, l'inégalité homme-femme peut aggraver le risque d'escalade des conflits et entraver une prévention efficace et l'instauration de la paix.

La raison pour laquelle il est difficile de mettre fin aux guerres communautaires est que les civils prennent les armes pour la protection de leur communauté. Même lorsque les violences diminuent, le désarmement systématique n'a souvent pas lieu. En milieu urbain, l'héritage des violences communautaires peut entraîner une augmentation des violences des gangs et de la criminalité armée, ce qui entraîne d'autres formes de maltraitance des femmes et des hommes. Dans les zones rurales comme le Soudan du Sud, les efforts déployés par l'État et par les soldats de la paix pour désarmer les milices communautaires se sont retournés plusieurs fois contre eux, tuant parfois des milliers de personnes par suite des campagnes de désarmement énergiques, qui ont eu pour résultat des attaques contre des communautés récemment désarmées<sup>8</sup>.

## **DIMENSIONS RELATIVES AU GENRE DES CONFLITS COMMUNAUTAIRES, DE LEUR PRÉVENTION ET DE LEUR SOLUTION**

Le fait de différencier les guerres communautaires des conflits à plus petite échelle et leur analyse selon le type, la géographie, les acteurs armés et le contexte national soutiennent une approche plus liée au genre en matière de prévention et de consolidation de la paix. Par exemple, nos recherches révèlent que les violences sexuelles généralisées à l'égard des femmes et des hommes sont plus susceptibles de se dérouler lors de pogroms unilatéraux que dans des affrontements dyadiques impliquant deux groupes<sup>9</sup>. Lors des violences postélectorales au Kenya (2007-2008), les attaques d'un groupe majoritaire local contre une minorité ont permis de

telles atrocités parce que les auteurs n'avaient pas à craindre de représailles immédiates. En revanche, les affrontements dyadiques, comme au Nigeria dans le contexte des élections, sont souvent beaucoup plus meurtriers que les pogroms. Les violences sexuelles ont rarement lieu dans le feu de batailles plus frontales entre gangs et milices. Par conséquent, l'accent mis uniquement sur le nombre élevé de victimes peut ignorer l'ampleur des violences sexuelles qui fait souvent partie des conflits communautaires et de leur héritage. Ces conséquences comprennent non seulement la maltraitance des personnes, mais aussi le déplacement et la dissuasion du vote contre les groupes d'opposition. La protection contre les violences sexuelles est un aspect important d'un programme de protection civile relatives au genre dans les zones de conflit communautaire. Les efforts de consolidation de la paix devraient reconnaître l'impact significatif, sur les processus politiques et la stabilité, des violences sexuelles associées aux conflits communautaires.

Plus généralement, la recherche a établi un lien entre l'inégalité homme-femme et la probabilité de conflits armés et les perspectives de consolidation de la paix<sup>10</sup>. Les conflits communautaires sont une forme importante de conflit armé. Cela signifie que les relations quotidiennes de genre formatent le risque de conflit communautaire et les perspectives de consolidation de la paix. Dans les guerres civiles, les combattants hommes et femmes quittent souvent leur famille et leur communauté (ou sont forcés de le faire) et sont, dans des proportions variables, exposés à la formation au combat, à la socialisation et à l'idéologie des groupes armés. Ainsi, dans les groupes rebelles, ces facteurs (re)formatent les notions de masculinité et de féminité et peuvent exiger, encourager, tolérer ou interdire des actes de violence spécifiques. En revanche, ceux qui luttent dans les conflits communautaires restent intégrés dans leurs familles et leurs communautés, même s'ils combattent au sein de milices bien armées et organisées. Ils restent des maris, des fils, des frères et des amis qui tuent à proximité et rentrent chez eux après des heures ou des jours de combats.

Nos recherches sur les violences communautaires et leur prévention dans la ville de Jos, dans le centre du Nigeria, illustrent ce lien entre les relations quotidiennes de genre, la mobilisation civile et les violences<sup>11</sup>. Nous avons constaté que les quartiers où de puissants groupes de femmes soutiennent/

surveillent les jeunes hommes et les chômeurs susceptibles d'être enrôlés dans les combats sont mieux en mesure d'établir une gestion efficace des conflits et de prévenir les homicides. Par contre, dans les quartiers les plus exposés à la violence, les groupes d'autodéfense, qui ont la réputation de punitions très violentes en la quasi-absence de protection policière officielle, et les gangs ont été les premiers à prendre part aux affrontements communautaires. La mobilisation d'hommes (principalement) qui se livrent également à des violences interpersonnelles en dehors des périodes de conflit explique la capacité organisationnelle de violences de masse lorsque les conflits communautaires s'intensifient. Cette capacité est ancrée dans les relations quotidiennes de genre et les ordres locaux violents, en particulier dans les communautés défavorisées.

Au Nigéria, en Indonésie<sup>12</sup> et dans de nombreux autres pays, la masculinité hégémonique – c'est-à-dire l'aspiration à être un homme respecté – comprend le fait d'occuper un emploi avec un revenu régulier qui permet de se marier. Ces aspirations sont très difficiles à réaliser lorsque le chômage élevé des jeunes prévaut même chez les diplômés du secondaire et de l'université. Les hommes qui ne parviennent pas à atteindre cet idéal peuvent soit choisir des identités masculines violentes pour affirmer leur domination et leur contrôle, soit d'autres formes de masculinités non violentes et non hégémoniques. Autrement dit, les hommes qui n'ont pas accès au statut social par l'éducation, le revenu légal et le logement décent sont vulnérables à l'adhésion à des gangs et à l'utilisation de leur capacité physique pour instaurer les violences comme moyen de générer un statut social et un revenu. L'affichage d'une force masculine violente est un moyen de vivre sur les marges de la société, qui peuvent être plus séduisantes que de choisir un métier inférieur non violent, comme l'agriculture ou le petit commerce, qui restent des professions à dominées par les femmes.

Le développement de masculinités non violentes et non hégémoniques exige des identités masculines alternatives liées à des normes de non-violence qui reçoivent un accueil positif au sein de la communauté et de la société, au sein du groupe d'homologues masculins et chez les jeunes femmes. Par exemple, dans une communauté de Jos où les dirigeants et les résidents ont réussi à prévenir les meurtres, les hommes et les femmes ont développé d'autres notions de masculinités

non violentes mais respectées. Les hommes respectés étaient ceux qui ne se laissaient pas provoquer pour aller se battre, qui obéissaient aux dirigeants communautaires, supportaient les moqueries de ne pas « prouver qu'ils sont des hommes » dans les combats comme le faisaient les jeunes hommes des régions voisines, et protégeaient la communauté non pas par des moyens violents, mais par la prévention active des violences<sup>14</sup>.

Les femmes aussi maintiennent les normes de masculinité qui peuvent alimenter les violences. Elles peuvent encadrer ou soutenir l'encadrement des hommes en tant que protecteurs violents de la communauté menacée, les humiliant pour les inciter à participer aux combats. Dans les zones rurales du Nigeria et du Soudan du Sud, les femmes, les enfants et les personnes âgées fournissent la logistique organisationnelle nécessaire aux milices pour mener des attaques. Les femmes sont responsables des préparations alimentaires essentielles pour permettre à des centaines d'hommes de différentes régions de se rassembler et de mener des attaques, tandis que les enfants peuvent aider les milices en tant que combattants et éleveurs<sup>15</sup>. Dans le même temps, ce sont les femmes qui supportent le plus durement les conséquences des combats et des destructions. Si leurs maris et leurs fils meurent, sont mutilés ou arrêtés par les forces de sécurité, les femmes sont laissées à elles-mêmes pour générer des revenus pour leurs familles. Si leurs maris et leurs fils reviennent vivants, leurs expériences d'avoir combattu et potentiellement tué peuvent entraîner un niveau accru de domination envers les femmes et les violences domestiques. Les hommes qui ont combattu dans les affrontements à Jos ont expliqué que les efforts de prévention des violences et d'instauration de la paix ne devraient pas seulement se concentrer sur les jeunes auteurs masculins, mais aussi sur les femmes, afin qu'elles soient moins susceptibles d'encourager ou de faire pression sur les hommes pour qu'ils se battent<sup>16</sup>. Les dirigeantes ont expliqué qu'elles éduquaient les femmes pour influencer leurs maris et leurs fils et les décourager de se battre. Ils ont exigé que les femmes cessent d'accepter les biens pillés que leurs hommes rapportaient à la maison à la suite d'attaques violentes contre d'autres communautés.

Les conflits communautaires sont également des sites de négociations de paix importantes – mais souvent négligées à l'échelle internationale – qui exigent la participation des

femmes. À Jos, des négociations de paix ont eu lieu à plusieurs reprises entre des dirigeants ethniques et religieux, ainsi que des représentants du gouvernement. L'un de ces processus de paix locaux a été soutenu par le Centre pour le dialogue humanitaire (HD Centre) et a amené des représentantes de groupes ethniques et religieux à participer aux négociations<sup>17</sup>. Cependant, comme dans de nombreux processus de paix, on s'attendait à ce que les participantes ne s'intéressent qu'aux « questions relatives aux femmes » et qu'elles luttent pour influencer les négociations entre les représentants masculins. Dans de nombreux autres processus de paix locaux qui ont mis fin à d'importants conflits communautaires – comme, par exemple, l'accord de paix Malino II mettant fin au conflit des Moluques en Indonésie – les femmes étaient totalement absentes des négociations, bien qu'elles aient formé un mouvement interreligieux pour la paix des femmes qui a contribué à ouvrir la voie à des négociations de paix de haut niveau<sup>18</sup>.

## CONCLUSIONS ET IMPLICATIONS

Afin de mettre en œuvre l'agenda WPS visant à protéger les femmes et les hommes contre les violences sexuelles et autres et à promouvoir la participation des femmes à toutes les formes d'instauration de la paix et de consolidation de la paix, les acteurs internationaux doivent aller au-delà de la focalisation étroite sur la guerre civile et la politique d'élite. Un programme de consolidation de la paix lié au genre doit intégrer systématiquement la prévention des violences communautaires. Les conflits communautaires entraînent des niveaux importants de mort et de destruction, augmentent le risque de guerre civile (renouvelée) et sapent les processus de paix et la stabilité politique.

Ce mémoire démontre que lors de l'élaboration de telles interventions préventives contre les conflits communautaires, la promotion de l'égalité homme-femme et la compréhension du rôle de la masculinité et de la féminité devraient constituer des aspects fondamentaux. Puisque les conflits communautaires sont le fait de civils armés plutôt que de groupes rebelles organisés, les relations quotidiennes de genre forment la dynamique des conflits et la mobilisation pour les combats. Pour lutter contre les violences communautaires, il faut donc lutter efficacement contre les inégalités homme-femme au niveau communautaire, notamment en reconnaissant que certaines femmes encouragent des rôles masculins destructeurs. Ce mémoire souligne en outre la nécessité de travailler avec les hommes et les femmes dans ces

processus, afin qu'ils soient plus susceptibles de former et de maintenir d'autres formes de masculinités constructives. Il s'agit d'un aspect sous-développé de l'agenda WPS.

Enfin, ce mémoire souligne le rôle de l'action des femmes dans les processus de paix et leur contribution à la sécurité sociétale. Les interventions préventives devraient donc impliquer de soutenir les groupes de femmes au-delà des processus de paix et de la participation politique de niveau national, et de maintenir leur capacité à soutenir leur activisme contre la polarisation ethnique et religieuse, ainsi que les normes de masculinité violente qui aggravent les violences communautaires. La Stratégie 2020-2024 du Fonds pour l'instauration de la paix du Secrétaire général des Nations Unies reconnaît l'importance de l'instauration de la paix par les femmes au niveau local et comprend non seulement l'engagement de renforcer la participation des femmes aux processus de paix, mais aussi « le soutien aux processus locaux et communautaires pour compléter les efforts de médiation de haut niveau<sup>19</sup> ». ■

## NOTES DE FIN

- 1 Par exemple, Regina Bateson, 2020 : « The Politics of Vigilantism (La politique du vigilantisme) ». *Comparative Political Studies*, en ligne avant impression.
- 2 Par exemple, Elisabeth Jean Wood, 2018 : « Rape as a practice of war: Toward a typology of political violence (Le viol comme pratique de guerre : vers une typologie de la violence politique) ». *Politics & Society*, 46(4): pages 513 à 537; Dana K. Cohen, 2016 : « Rape during Civil War (Le viol en temps de guerre civile) ». *Cornell University Press*.
- 3 Par exemple, Sarah Birch, Ursula Daxecker et Kristine Höglund, 2020 : « Electoral violence: An introduction (Violences électorales : une introduction) » *Journal of Peace Research*, 57(1): pages 3 à 14.
- 4 Fionnuala Ní Aoláin, Dina Francesca Haynes et Naomi Cahn, 2011 : « On the Frontlines: Gender, War, et the Post-Conflict Process (En tête de ligne : genre, guerre, et le processus d'après conflit) ». *Oxford University Press*.
- 5 Jana Krause, 2018 : « Resilient Communities: Non-Violence et Civilian Agency in Communal War (Communautés résilientes : non-violence et action civile dans la guerre communautaire) ». *Cambridge University Press* ; Jana Krause, 2019 : « Gender Dimensions of (Non)Violence in Communal Conflict: The Case of Jos, Nigeria (Dimensions de genre de la (non) violence dans les conflits communautaires : le cas de Jos, au Nigeria) ». *Comparative Political Studies*, 52(10): pages 1466 à 1499 ; Jana Krause, 2019 : « Stabilization et Local Conflicts: Communal et Civil War in South Sudan (Stabilisation et conflits locaux : guerre communautaire et civile au Soudan Sud) ». *Ethnopolitics*, 18(5): pages 478 à 493 ; Jana Krause, 2020 : « Restrained or constrained? Elections,

communal conflicts et variation in sexual violence (Limité ou contraint ? Élections, conflits communautaires et variation des violences sexuelles) ». *Journal of Peace Research* 57(1): pages 185 à 198.

6. Jason Stearns, Koen Vlassenroot, Kasper Hoffmann, et Tatiana Carayannis, 2017 : « Congo's inescapable state: The trouble with the local (L'état inévitable du Congo : le problème du local) ». *Foreign Affairs* (en ligne), mars 2017.
7. Jana Krause. « Resilient Communities ».
8. Krause. « Stabilization and local conflicts ».
9. Krause. « Restrained or constrained? »
10. Valerie M. Hudson, Mary Caprioli, Bonnie Ballif-Spanvill, Rose McDermott et Chad F. Emmett, 2009 : « The heart of the matter: The security of women and the security of states (Le cœur de l'affaire : la sécurité des femmes et la sécurité des États) ». *International Security*, 33(3): pages 7 à 45 ; Theodora-Ismene Gizelis, 2009 : « Gender empowerment and United Nations peacebuilding (Émancipation des femmes et processus de paix de l'ONU) ». *Journal of Peace Research*, 46(4): pages 505 à 523.
11. Krause : « Gender dimensions of (non)violence in communal conflict. »
12. Ian Wilson, 2012 : « The biggest cock: Territoriality, invulnerability, and honor among Jakarta's gangsters (Qui a la plus grosse : Territorialité, invulnérabilité et honneur parmi les gangsters de Djakarta) ». Dans : Lenore Lyons et Michelle Ford (éditeurs): *Men and Masculinities in Southeast Asia*. Routledge.
13. Gary T. Barker, 2005 : « Dying to Be Men: Youth, Masculinity et Social Exclusion (Mourir pour être des hommes : jeunesse, masculinité et exclusion sociale) ». London: Routledge.
14. Krause : « Gender dimensions of (non)violence in communal conflict. »
15. Øystein H. Rolandsen et Ingrid Marie Breidlid, 2013 : « What is youth violence in Jonglei (Violences des jeunes au Jonglei) ». Institut de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO).
16. Krause : « Gender dimensions of (non)violence in communal conflict. »
17. Babatunde Afolabi et Sabina Avasiloae, 2015 : « Post-election assessment of conflict prevention and resolution mechanisms in Nigeria. Final Report (Estimation post-électorale de la prévention des conflits et mécanismes de solution au Nigeria) ». *Center for Humanitarian Dialogue (HD)*. UK Aid and Australian Aid.
18. Jana Krause. « Resilient Communities ».
19. ONU ; 2020. Fonds de consolidation de la paix du Secrétaire général, Stratégie 2020-2024. mars 2020.

## COMMENT FAIRE RÉFÉRENCE À CE MÉMOIRE :

Krause, J., Novembre 2020, Femmes, paix et sécurité : Prévention et résolution des conflits communautaires, Série de mémoires en annexe: Nouvelles perspectives sur les femmes, la paix et la sécurité (WPS) pour la prochaine décennie, Stockholm: Folke Bernadotte Academy, PRIO et ONU Women.

---

## BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

**Madame Jana Krause** est Maître de conférences au Département de science politique de l'Université d'Oslo, en Norvège. Elle est l'auteure de « Resilient Communities: Non-Violence and Civilian Agency in Communal War (Communautés résilientes : non-violence et action civile dans la guerre des communautés) » (*Cambridge University Press*, 2018). Elle dirige le projet du Conseil européen de la recherche (ERC) « Resilience Building: Social Resilience, Gendered Dynamics and Local Peace in Longtracted Conflicts (Renforcer la résilience : résilience sociale, dynamique de genre et paix locale dans les conflits prolongés) » (2020-2025).

L'**Académie Folke Bernadotte (FBA)** est l'agence gouvernementale suédoise pour la paix, la sécurité et le développement. Depuis 2005, la FBA soutient la recherche principalement par l'intermédiaire de ses Groupes de Recherche internationaux. Il s'agit de chercheuses très renommées d'universités et d'instituts de recherche du monde entier qui mènent des recherches scientifiques sur des questions liées aux domaines d'expertise de la FBA.

Le **Peace Research Institute Oslo (PRIO)** est un institut à but non lucratif de recherche sur la paix (fondé en 1959) dont le but principal est de mener des recherches sur les conditions de relations pacifiques entre les États, les groupes et les peuples. L'institut est indépendant, international et interdisciplinaire, et il examine les questions liées à tous les aspects de la paix et des conflits.

**ONU Femmes** est l'organisation des Nations Unies dédiée à l'égalité homme-femme et à l'autonomisation des femmes. Défenseuse mondiale des femmes et des filles, ONU Femmes a été fondée pour accélérer les avancées pour répondre à leurs besoins dans le monde entier.